

**Département des Bouches-du-Rhône**  
**Groupe Socialiste et Ecologiste**  
**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**L'URGENCE, C'EST MAINTENANT !**

Trois semaines aujourd'hui que se sont écroulés les immeubles de la rue d'Aubagne.

Trois semaines que Marseille porte le deuil de huit personnes.

Rue d'Aubagne, comme ailleurs en centre-ville et dans nombre d'autres quartiers, les expulsions, évacuations, et autres mesures d'urgence ou préventives, ont chassé de chez eux des centaines d'habitants : près de 1.400 à ce jour, et le processus n'est pas près de s'arrêter si l'on sait que la ville compterait encore 40.000 logements indignes ou en état de délabrement avancé.

Ces personnes, que va-t-on en faire ? Qu'en fait-on aujourd'hui ?

Chassées à la va-vite et sans préavis, privées de tout, entassées dans des petits hôtels ou dans des appartements sans confort, nourries à l'économie, éloignées de leurs lieux de vie... Avant comme après la catastrophe, la façon dont on les traite ne peut perdurer au-delà de l'urgence immédiate.

Aujourd'hui, la Municipalité semble dépassée.

La cellule de crise de la rue Baudeau manque des moyens nécessaires au règlement des problèmes de citoyens en pleine détresse, même si les agents affectés sur place font preuve d'un fort investissement.

Le 13 novembre, Martine VASSAL, Présidente du Conseil départemental et de la Métropole, annonçait un plan d'envergure contre le logement indigne.

Il devait être présenté dans les dix jours. Nous l'attendons avec exigence, car l'urgence est là et les décisions ne peuvent plus être différées.

Déjà, les associations et les réseaux humanitaires sont mobilisés depuis le premier jour. Mais redisons-le sans cesse : la solidarité, ici, chez nous, c'est la compétence première du Département ! C'est son principal devoir !

Le Conseil départemental doit décider de débloquer sans délai des moyens spécifiques et conséquents en faveur des personnes déplacées : pour subvenir à leurs besoins (alimentaires, vestimentaires, et de confort minimal...), et les assister efficacement dans l'ensemble de leurs démarches, notamment auprès des assureurs et des bailleurs sociaux.

De même, c'est au Département -à ses médecins, à ses psychologues, à ses personnels soignants-, de veiller sur la santé de cette population fragile et pauvre, rendue plus vulnérable encore par les épreuves qu'elle endure.

Quant à nous, Conseiller départementaux du principal groupe d'opposition, nous exigeons une aide administrative, logistique et financière de l'Etat.

Nos concitoyens dans le malheur ont droit à notre écoute, à notre respect, à notre soutien.

Ne les abandonnons pas ! Il faut agir et vite !

**Josette SPORTIELLO**

Conseillère départementale  
Présidente du Groupe Socialiste et Ecologiste  
Conseillère municipale

**Benoît PAYAN**

Conseiller départemental  
Conseiller municipal  
Président du Groupe Socialiste à la Ville de Marseille

**Michèle RUBIROLA**

Conseillère départementale

**Henri JIBRAYEL**

Conseiller départemental

**Geneviève TRANCHIDA**

Conseillère départementale

**Christophe MASSE**

Conseiller départemental  
Conseiller municipal  
Conseiller métropolitain Aix-Marseille-Provence

**Rosy INAUDI**

Conseillère départementale

**Denis ROSSI**

Conseiller départemental

**Contacts presse :**

**04-13-31-16-24**

**[josette.sportiello@departement13.fr](mailto:josette.sportiello@departement13.fr)**